

TRADUCTION

Annexe 2

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé*Convention collective de travail du 15 décembre 2017*

Modification de la convention collective de travail du 17 mars 2017 relative à la revalorisation barémique en application de l'accord-cadre du 15 septembre 2016 en Communauté germanophone (Convention enregistrée le 8 février 2018 sous le numéro 144479/CO/332)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des institutions et services agréés et/ou subventionnés en Communauté germanophone qui ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Il y a lieu d'entendre par "travailleurs" : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Art. 2. L'article 15, § 2 de la convention collective de travail du 17 mars 2017 relative à la revalorisation barémique en application de l'accord-cadre du 15 septembre 2016 en Communauté germanophone, enregistrée le 21 avril 2017 sous le numéro 138777/CO/332, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, les années d'occupation dans le secteur social ou le secteur de la santé pouvant être rattachées aux matières dites personnalisables, à temps plein ou à temps partiel sont, elles, prises en compte à 100 p.c. si cette occupation l'était dans une fonction à qualification plus élevée ou équivalente, à 50 p.c. si cette occupation l'était dans une fonction à qualification plus basse."

Art. 3. L'article 15, § 3 de la même convention collective de travail est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Pour la fonction de premier ouvrier qualifié, ainsi que pour les fonctions pour le personnel administratif, on tiendra compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire de toutes les années d'occupation auprès d'autres employeurs, pour autant que cette occupation l'ait été dans une fonction à qualification égale ou supérieure."

Art. 4. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Elle peut être revue ou dénoncée à la demande de la partie la plus diligente, moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée à la poste au président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 23 juin 2019.

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2019/30678]

28 JUIN 2019. — Arrêté royal fixant les conditions d'agrément comme entreprise agricole et comme entreprise sociale

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des sociétés et des associations, les articles 8:2 et 8:5;

Vu la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole, l'article 5;

Vu l'avis n° 65.806/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les conditions d'agrément comme entreprise agricole sont conformes aux conditions inhérentes à la société agricole visée aux articles 41 et 42 de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° activité agricole : les activités agricoles et/ou horticoles énumérées à l'annexe 1, jointe au présent arrêté;

2° associé gérant : l'associé, personne physique, qui est désigné statutairement pour une durée indéterminée en tant que gérant ou administrateur de la société et qui est au moins chargé de la gestion journalière de la société;

3° gestion journalière : la gestion journalière telle que définie aux articles 5:79 et 6:67 du code;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2019/30678]

28 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden van de erkenning als landbouwonderneming en als sociale onderneming

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, de artikelen 8:2 en 8:5;

Gelet op de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming, artikel 5;

Gelet op het advies nr. 65.806/2 van de Raad van State, gegeven op 25 april 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de voorwaarden voor de erkenning als landbouwonderneming in overeenstemming zijn met de voorwaarden inherent aan de landbouwvennootschap bedoeld in artikelen 41 en 42 van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen;

Op de voordracht van de Minister van Economie en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° landbouwactiviteit: de landbouw- en/of tuinbouwactiviteit, vermeld in de bijlage 1, gevoegd bij dit besluit;

2° beherende vennoot: de vennoot, natuurlijke persoon, die statutair voor onbepaalde duur als zaakvoerder of bestuurder van de vennootschap aangeduid wordt en die minstens belast is met het dagelijks bestuur van de vennootschap;

3° dagelijks bestuur: het dagelijks bestuur, als bepaald in de artikelen 5:79 en 6:67 van het wetboek;

4° revenu professionnel de l'exploitation active : le revenu professionnel tiré de l'exploitation de l'activité agricole, à l'exclusion des revenus de remplacement et des pensions;

5° code : le Code des sociétés et des associations;

6° SPF Economie : le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

CHAPITRE 2. — Entreprises agricoles

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 2. § 1^{er}. Un agrément comme entreprise agricole est octroyé par le Ministre de l'Economie à une des sociétés visées à l'article 8:2 du code lorsque les statuts, le fonctionnement et les activités de la société concernée sont conformes aux conditions suivantes :

1° la société a principalement pour objet l'exploitation d'une activité agricole;

2° seules des personnes physiques peuvent être associés;

3° la société est composée d'au moins deux associés, dont au moins un associé est associé gérant;

4° les actions de la société sont nominatives et sont de valeur égale;

5° l'associé gérant consacre au moins la moitié de son temps de travail à l'exploitation de l'activité agricole et tire au moins la moitié de son revenu professionnel de l'exploitation active de l'activité agricole;

6° l'assemblée générale de la société décide, dans le respect des conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des statuts, des points suivants :

a) la fin du mandat d'associé gérant et le préavis qui en découle;

b) la désignation d'un associé gérant et l'octroi des compétences de cet associé gérant;

c) la révocation de l'associé gérant pour motifs graves;

7° le consentement de l'assemblée générale de la société est requis lors de la cession d'actions d'un ou de plusieurs associés en cas de décès ou entre vifs;

8° pour toute cession de parts entre vifs, chaque associé gérant a un droit de préemption;

9° le consentement de chaque associé gérant est requis pour toute modification aux statuts de la société, ainsi qu'en cas de dissolution volontaire de la société, à l'exception du 6°, c);

10° la rémunération minimale tirée de la société revient directement à l'associé gérant ou aux associés gérants.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 7°, le consentement de l'assemblée générale de la société n'est pas requis pour la cession de parts d'un ou de plusieurs associés en cas de décès ou entre vifs à un autre associé, au conjoint ou au cohabitant légal du cédant, aux ascendants en ligne directe, aux descendants en ligne directe et à leurs alliés, y compris les enfants adoptifs et les enfants du conjoint ou du cohabitant légal.

Les statuts de la société mentionnent les dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Si la société prévoit encore d'autres distributions que la rémunération visée au paragraphe 1^{er}, 10°, les statuts de la société mentionnent expressément les conditions et les bénéficiaires de ces distributions.

4° beroepsinkomen uit de actieve uitbating: het beroepsinkomen dat wordt behaald uit de uitbating van de landbouwactiviteit, met uitsluiting van de vervangingsinkomens en de pensioenen;

5° wetboek: het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

6° FOD Economie: de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

HOOFDSTUK 2. — Landbouwondernemingen

Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 2. § 1. Een erkenning als landbouwonderneming wordt toegekend door de minister van Economie aan een van de vennootschappen bedoeld in artikel 8:2 van het wetboek, wanneer de statuten, de werking en de activiteiten van de betrokken vennootschap in overeenstemming zijn met de volgende voorwaarden:

1° de vennootschap heeft hoofdzakelijk de uitbating van een landbouwactiviteit tot doel;

2° enkel natuurlijke personen kunnen vennoot zijn;

3° de vennootschap bestaat uit minstens twee vennoten, waarvan minstens één vennoot een beherende vennoot is;

4° de aandelen van de vennootschap staan op naam en zijn van gelijke waarde;

5° de beherende vennoot besteedt minstens de helft van zijn arbeidstijd aan de uitbating van de landbouwactiviteit en haalt minstens de helft van zijn beroepsinkomen uit de actieve uitbating van de landbouwactiviteit;

6° de algemene vergadering van de vennootschap beslist, met naleving van de aanwezigheids- en meerderheidsvereisten voorgeschreven voor een statutenwijziging, over de volgende punten:

a) de beëindiging van het mandaat van beherende vennoot en de daaruit volgende opzeggingstermijn;

b) de aanstelling van een beherende vennoot en de toekenning van de bevoegdheden van deze beherende vennoot;

c) de afzetting van de beherende vennoot bij zwaarwichtige redenen;

7° de instemming van de algemene vergadering van de vennootschap is vereist bij de overdracht van aandelen van één of meerdere vennoten bij overlijden of onder levenden;

8° bij elke overdracht van aandelen onder levenden heeft elke beherende vennoot een recht van voorkoop;

9° de instemming van elke beherende vennoot is vereist bij elke statutenwijziging van de vennootschap, alsook bij de vrijwillige ontbinding van de vennootschap, met uitzondering van de bepaling onder 6°, c);

10° de minimale beloning uit de vennootschap komt rechtstreeks toe aan de beherende vennoot of beherende vennoten.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, 7°, is de instemming van de algemene vergadering van de vennootschap niet vereist bij de overdracht van aandelen van één of meerdere vennoten bij overlijden of onder levenden aan een andere vennoot, de echtgenoot of de wettelijk samenwonende van de overdrager, de bloedverwanten in rechte opgaande lijn, de bloedverwanten in de rechte nederdalende lijn en hun aanverwanten, met inbegrip van de adoptieve kinderen en de kinderen van de echtgenoot of van de wettelijk samenwonende.

De statuten van de vennootschap vermelden de bepalingen bedoeld in het eerste lid.

§ 3. Wanneer de vennootschap nog andere uitkeringen dan de beloning als bedoeld in paragraaf 1, 10°, voorziet, dan vermelden de statuten van de vennootschap uitdrukkelijk de voorwaarden en de begunstigden van deze uitkeringen.

Section 2. — La demande d'agrément comme entreprise agricole

Art. 3. La société visée à l'article 8:2 du code introduit une demande d'agrément, selon le modèle figurant à l'annexe 2 du présent arrêté, auprès du SPF Economie.

La demande d'agrément est introduite par courrier postal ou par e-mail.

La demande d'agrément est accompagnée :

- 1° d'une preuve de constitution dans l'Etat dans lequel la société a été constituée;
- 2° d'un exemplaire des statuts coordonnés de la société;
- 3° le cas échéant, d'un exemplaire du règlement d'ordre intérieur de la société;
- 4° le procès-verbal de la dernière assemblée générale de la société.

S'il l'estime nécessaire, le SPF Economie peut demander de la part du requérant des informations complémentaires en rapport avec la demande d'agrément, y compris les pièces justificatives qui peuvent étayer la situation visée à l'article 2, § 1^{er}, 5°.

L'agrément comme entreprise agricole est refusé par le Ministre de l'Economie lorsque les statuts, le fonctionnement ou les activités de la société concernée ne respectent pas les conditions d'agrément visées à l'article 2.

Section 3. — Le contrôle des agréments comme entreprise agricole

Art. 4. Les agents du SPF Economie contrôlent de manière régulière si les sociétés agréées comme entreprise agricole continuent à remplir les conditions de l'agrément qui leur a été délivré.

Dans le cadre du contrôle des conditions d'agrément, le SPF Economie peut demander à la société agréée comme entreprise agricole des informations ou des pièces complémentaires.

Section 4. — Le retrait de l'agrément comme entreprise agricole

Art. 5. L'agrément comme entreprise agricole est retiré par le Ministre de l'Economie lorsque :

- 1° la société en fait la demande;
- 2° les statuts, le fonctionnement ou les activités de la société agréée comme entreprise agricole ne sont plus conformes aux conditions d'agrément fixées à l'article 2;
- 3° la société est dissoute ou a adopté une forme juridique autre que les formes visées à l'article 8:2 du code;
- 4° la société ne transmet pas, dans le délai fixé par le SPF Economie, les informations ou les pièces complémentaires nécessaires au contrôle des conditions d'agrément visé à l'article 4.

CHAPITRE 3. — Entreprises sociales

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 6. § 1^{er}. Un agrément comme entreprise sociale est octroyé par le Ministre de l'Economie à une société coopérative lorsque ses statuts, son fonctionnement et ses activités sont conformes aux conditions suivantes :

- 1° le but principal de la société est, dans l'intérêt général, de générer un impact sociétal positif pour l'homme, pour l'environnement ou pour la société, conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, 1°, du code;
- 2° les statuts décrivent l'objet de la société, dont il ressort expressément que celui-ci sert à générer un impact sociétal positif pour l'homme, pour l'environnement ou pour la société;
- 3° en cas de démission, l'actionnaire sortant reçoit, au maximum, la valeur nominale de son apport réel;
- 4° le mandat d'administrateur est gratuit, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'une indemnité limitée ou des jetons de présence limités;
- 5° aucun actionnaire ne peut prendre part au vote à l'assemblée générale pour un nombre de voix dépassant le dixième des voix attachées aux parts ou actions représentées;

Afdeling 2. — De aanvraag tot erkenning als landbouwonderneming

Art. 3. De vennootschap bedoeld in artikel 8:2 van het wetboek dient bij de FOD Economie een aanvraag van erkenning in, volgens het model als bijlage 2 gevoegd bij dit besluit.

De aanvraag tot erkenning wordt ingediend met de post of met de elektronische post.

Bij de aanvraag tot erkenning worden gevoegd:

- 1° een bewijs van oprichting in het land waar de vennootschap is opgericht;
- 2° een exemplaar van de gecoördineerde statuten van de vennootschap;
- 3° in voorkomend geval, een exemplaar van het intern reglement van de vennootschap;
- 4° de notulen van de laatste algemene vergadering van de vennootschap.

Wanneer hij dat nodig acht, kan de FOD Economie bij de aanvrager om bijkomende inlichtingen met betrekking tot de aanvraag tot erkenning vragen, met inbegrip van de bewijsstukken die de situatie als bedoeld in het artikel 2, § 1, 5°, kunnen staven.

De erkenning als landbouwonderneming wordt door de minister van Economie geweigerd wanneer de statuten, de werking of de activiteiten van de betrokken vennootschap niet in overeenstemming zijn met de erkenningsvoorwaarden als bedoeld in artikel 2.

Afdeling 3. — De controle van de erkenningen als landbouwonderneming

Art. 4. De ambtenaren van de FOD Economie gaan op regelmatige basis na of de vennootschappen, erkend als landbouwonderneming, aan de voorwaarden van de erkenning die hun is toegekend, blijven voldoen.

In het kader van de controle van de erkenningsvoorwaarden kan de FOD Economie bij de vennootschap erkend als landbouwonderneming bijkomende inlichtingen vragen of aan haar bijkomende stukken opvragen.

Afdeling 4. — De intrekking van de erkenning als landbouwonderneming

Art. 5. De erkenning als landbouwonderneming wordt door de minister van Economie ingetrokken wanneer:

- 1° de vennootschap hierom verzoekt;
- 2° de statuten, de werking of de activiteiten van de vennootschap erkend als landbouwonderneming, niet meer in overeenstemming zijn met de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 2;
- 3° de vennootschap ontbonden is of een andere rechtsvorm heeft aangenomen dan deze vormen bepaald in artikel 8:2 van het wetboek;
- 4° de vennootschap niet, binnen de termijn bepaald door de FOD Economie, de bijkomende inlichtingen of stukken nodig voor de controle van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 4, overmaakt.

HOOFDSTUK 3. — Sociale ondernemingen

Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 6. § 1. Een erkenning als sociale onderneming wordt toegekend door de minister van Economie aan een coöperatieve vennootschap wanneer haar statuten, haar werking en haar activiteiten in overeenstemming zijn met de volgende voorwaarden:

- 1° de vennootschap heeft hoofdzakelijk tot doel, in het algemeen belang, een positieve maatschappelijke impact te bewerkstelligen op de mens, het milieu of de samenleving, overeenkomstig artikel 8:5, § 1, 1°, van het wetboek;
- 2° de statuten omschrijven het voorwerp van de vennootschap waarbij uitdrukkelijk tot uiting komt dat dit voorwerp dienstig is om een positieve maatschappelijke impact op de mens, het milieu of de samenleving te bewerkstelligen;
- 3° bij uittreding ontvangt de uittredende aandeelhouder maximum de nominale waarde van zijn werkelijke inbreng;
- 4° het mandaat van bestuurder is onbezoldigd, tenzij de algemene vergadering van aandeelhouders beslist over een beperkte onkostenvergoeding of presentiegeld;
- 5° geen enkele aandeelhouder mag aan een stemming in de algemene vergadering deelnemen met meer dan een tiende van het aantal stemmen verbonden aan de vertegenwoordigde aandelen;

6° le montant du dividende à verser aux actionnaires ne peut être fixé qu'après fixation d'un montant que la société réserve aux projets ou affectations qui sont nécessaires ou utiles pour la réalisation de son objet;

7° le seul avantage patrimonial que la société distribue directement ou indirectement à ses actionnaires, sous quelque forme que ce soit, ne peut excéder le taux d'intérêt visé à l'article 8:5, § 1^{er}, 2°, du code, et appliqué au montant réellement versé par les actionnaires sur les actions;

8° lors de la liquidation de la société, le patrimoine subsistant après l'apurement du passif et le remboursement de la somme réellement versée par les actionnaires et non encore remboursée sur les actions, est réservé à une affectation qui correspond le plus possible à son objet, conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, 3°, du code.

§ 2. L'organe d'administration de la société établit chaque année un rapport spécial sur l'exercice clôturé dans lequel il est fait au moins mention :

1° des informations énoncées à l'article 6:120, § 2, du code;

2° de la manière dont l'organe d'administration de la société contrôle l'application des conditions d'agrément, fixées au paragraphe 1^{er};

3° des activités que la société a effectué pour atteindre son objet;

4° des moyens que la société a mis en œuvre à cet effet.

Le rapport spécial est inséré dans le rapport de gestion établi et déposé conformément aux articles 3:5 et 3:6 du code.

L'organe d'administration d'une société qui, conformément à l'article 3:4 du code, n'est pas tenue d'établir et de déposer un rapport de gestion, envoie une copie du rapport spécial au SPF Economie dans les sept mois qui suivent la date de clôture de l'exercice.

Le rapport spécial est conservé au siège de la société.

Section 2. — La demande d'agrément comme entreprise sociale

Art. 7. La société visée à l'article 8:5 du code introduit une demande d'agrément, selon le modèle figurant à l'annexe 3 du présent arrêté, auprès du SPF Economie.

La demande d'agrément comme entreprise sociale est introduite par courrier postal ou par e-mail.

La demande d'agrément comme entreprise sociale est accompagnée :

1° d'une preuve de constitution dans l'Etat dans lequel la société a été constituée;

2° d'un exemplaire des statuts coordonnés de la société;

3° le cas échéant, d'un exemplaire du règlement d'ordre intérieur de la société;

4° le procès-verbal de la dernière assemblée générale de la société.

S'il l'estime nécessaire, le SPF Economie peut demander de la part du requérant des informations complémentaires en rapport avec la demande d'agrément.

L'agrément comme entreprise sociale est refusé par le Ministre de l'Economie lorsque les statuts, le fonctionnement ou les activités de la société concernée ne respectent pas les dispositions de l'article 6.

Section 3. — Le contrôle des sociétés agréées comme entreprises sociales

Art. 8. Les agents du SPF Economie contrôlent de manière régulière si les sociétés coopératives agréées comme entreprise sociale continuent à remplir les conditions de l'agrément qui leur a été délivré.

Dans le cadre du contrôle des conditions d'agrément, le SPF Economie peut demander à la société coopérative agréée comme entreprise sociale des informations ou pièces complémentaires.

6° het bedrag van het dividend uit te keren aan de aandeelhouders kan slechts worden bepaald na bepaling van een bedrag dat de vennootschap voorbehoudt aan projecten of bestemmingen die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van haar voorwerp;

7° het enig vermogensvoordeel dat de vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks aan haar aandeelhouders uitkeert, onder welke vorm dan ook, mag niet hoger zijn dan de rentevoet vastgesteld in artikel 8:5, § 1, 2°, van het wetboek, en toegepast op het door de aandeelhouders werkelijk gestorte bedrag op de aandelen;

8° bij vereffening van de vennootschap is het vermogen dat overblijft na aanzuivering van het passief en terugbetaling van het door de aandeelhouders werkelijke gestorte en nog niet terugbetaalde bedrag op de aandelen, bestemd voor een bestemming dat zo nauw mogelijk aansluit bij haar voorwerp overeenkomstig artikel 8:5, § 1, 3°, van het wetboek.

§ 2. Het bestuursorgaan van de vennootschap stelt jaarlijks een bijzonder verslag over het afgesloten boekjaar op waarin het ten minste melding maakt van:

1° de informatie vermeld in artikel 6:120, § 2, van het wetboek;

2° de wijze waarop het bestuursorgaan van de vennootschap toezicht houdt op de toepassing van de erkenningsvoorwaarden, bepaald in paragraaf 1;

3° de activiteiten die de vennootschap heeft verricht ter verwezenlijking van haar voorwerp;

4° de middelen die de vennootschap hiervoor heeft ingezet.

Het bijzonder verslag wordt ingevoegd in het jaarverslag dat overeenkomstig artikelen 3:5 en 3:6 van het wetboek wordt opgesteld en neergelegd.

Het bestuursorgaan van een vennootschap dat overeenkomstig artikel 3:4 van het wetboek niet gehouden is een jaarverslag op te stellen en neer te leggen, stuurt een kopie van het bijzonder verslag naar de FOD Economie binnen de zeven maanden na de datum van afsluiting van het boekjaar.

Het bijzonder verslag wordt op de zetel van de vennootschap bewaard.

Afdeling 2. — De aanvraag tot erkenning als sociale onderneming

Art. 7. De vennootschap dient een aanvraag van erkenning als sociale onderneming in bij de FOD Economie, volgens het model als bijlage 3 gevoegd bij dit besluit.

De aanvraag tot erkenning als sociale onderneming wordt met de post of met de elektronische post ingediend.

Bij de aanvraag tot erkenning als sociale onderneming worden gevoegd:

1° een bewijs van oprichting in het land waar de vennootschap is opgericht;

2° een exemplaar van de gecoördineerde statuten van de vennootschap;

3° in voorkomend geval, een exemplaar van het intern reglement van de vennootschap;

4° de notulen van de laatste algemene vergadering van de vennootschap.

Wanneer hij dat nodig acht, kan de FOD Economie bij de aanvrager om bijkomende inlichtingen met betrekking tot de aanvraag tot erkenning vragen.

De erkenning als sociale onderneming wordt door de minister van Economie geweigerd wanneer de statuten, de werking of de activiteiten van de betrokken vennootschap niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van artikel 6.

Afdeling 3. — De controle van de vennootschappen erkend als sociale ondernemingen

Art. 8. De ambtenaren van de FOD Economie gaan op regelmatige basis na of de coöperatieve vennootschappen erkend als sociale ondernemingen, aan de voorwaarden van de erkenning die hun is toegekend, blijven voldoen.

In het kader van de controle van de erkenningsvoorwaarden kan de FOD Economie bij de coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming bijkomende inlichtingen of stukken opvragen.

Section 4. — Le retrait de l'agrément comme entreprise sociale

Art. 9. L'agrément comme entreprise sociale est retiré par le Ministre de l'Economie lorsque :

1° la société en fait la demande;

2° les statuts, le fonctionnement ou les activités de la société agréée comme entreprise sociale ne sont plus conformes aux dispositions de l'article 6;

3° la société est dissoute ou n'a plus la forme juridique de société coopérative;

4° la société ne transmet pas, dans le délai fixé par le SPF Economie, les informations ou les pièces complémentaires nécessaires au contrôle des conditions d'agrément visé à l'article 8.

CHAPITRE 4. — La société coopérative agréée qui est agréée comme entreprise sociale

Section 1^{re}. — La demande d'agrément

Art. 10. La demande d'agrément visée à la présente section concerne les sociétés suivantes :

1° une société coopérative qui demande en même temps l'agrément comme société coopérative agréée, visé à l'article 8:4 du code, et l'agrément comme entreprise sociale, visé à l'article 8:5 du code;

2° une société coopérative agréée visée à l'article 8:4 du code qui demande l'agrément comme entreprise sociale;

3° une société coopérative agréée comme entreprise sociale, visée à l'article 8:5 du code, qui demande l'agrément comme société coopérative agréée.

Art. 11. La société coopérative visée à l'article 10 introduit une demande d'agrément auprès du SPF Economie :

1° selon le modèle figurant à l'annexe 4 du présent arrêté, lorsqu'il s'agit d'une société coopérative qui demande en même temps les deux agréments;

2° selon le modèle figurant à l'annexe 3 du présent arrêté, lorsqu'il s'agit d'une société coopérative agréée visée à l'article 8:4 du code qui demande un agrément comme entreprise sociale;

3° selon le modèle fixé par le Roi, en exécution de la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole, lorsqu'il s'agit d'une société coopérative agréée comme entreprise sociale qui demande un agrément comme société coopérative agréée.

La demande d'agrément est introduite par courrier postal ou par e-mail.

La demande d'agrément est accompagnée :

1° d'une preuve de constitution dans l'Etat dans lequel la société a été constituée;

2° d'un exemplaire des statuts coordonnés de la société;

3° le cas échéant, d'un exemplaire du règlement d'ordre intérieur de la société.

S'il l'estime nécessaire, le SPF Economie peut demander de la part du requérant des informations complémentaires en rapport avec la demande d'agrément.

Art. 12. L'agrément est refusé par le Ministre de l'Economie lorsque les statuts, le fonctionnement ou les activités de la société concernée ne respectent pas les conditions d'agrément qui lui sont applicables.

Afdeling 4. — De intrekking van de erkenning als sociale onderneming

Art. 9. De erkenning als sociale onderneming wordt door de minister van Economie ingetrokken wanneer:

1° de vennootschap hierom verzoekt;

2° de statuten, de werking of de activiteiten van de coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming, niet meer in overeenstemming zijn met de bepalingen van artikel 6;

3° de vennootschap ontbonden is of niet langer de rechtsvorm van coöperatieve vennootschap heeft;

4° de vennootschap niet, binnen de termijn bepaald door de FOD Economie, de bijkomende inlichtingen of stukken nodig voor de controle van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 8, overmaakt.

HOOFDSTUK 4. — De erkende coöperatieve vennootschap die erkend is als sociale onderneming

Afdeling 1. — De aanvraag tot erkenning

Art. 10. De aanvraag tot erkenning bedoeld in deze afdeling betreft de volgende vennootschappen:

1° een coöperatieve vennootschap die tegelijk de erkenning als erkende coöperatieve vennootschap bedoeld in artikel 8:4 van het wetboek en de erkenning als sociale onderneming bedoeld in artikel 8:5 van het wetboek aanvraagt;

2° een erkende coöperatieve vennootschap bedoeld in artikel 8:4 van het wetboek die de erkenning als sociale onderneming aanvraagt;

3° een coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming bedoeld in artikel 8:5 van het wetboek en die de erkenning als erkende coöperatieve vennootschap aanvraagt.

Art. 11. De coöperatieve vennootschap bedoeld in artikel 10 dient een aanvraag tot erkenning in bij de FOD Economie:

1° volgens het model dat als bijlage 4 is gevoegd bij dit besluit, wanneer het gaat om een coöperatieve vennootschap, die op hetzelfde ogenblik beide erkenningen aanvraagt;

2° volgens het model dat als bijlage 3 is gevoegd bij dit besluit, wanneer het gaat om een erkende coöperatieve vennootschap bedoeld in artikel 8:4 die een erkenning als sociale onderneming aanvraagt;

3° volgens het model vastgesteld door de Koning, tot uitvoering van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming, wanneer het gaat om een coöperatieve vennootschap, erkend als sociale onderneming, die een erkenning als erkende coöperatieve vennootschap aanvraagt.

De aanvraag tot erkenning wordt ingediend met de post of met de elektronische post.

Bij de aanvraag tot erkenning worden gevoegd:

1° een bewijs van oprichting in het land waar de vennootschap is opgericht;

2° een exemplaar van de gecoördineerde statuten van de vennootschap;

3° in voorkomend geval, een exemplaar van het intern reglement van de vennootschap.

Wanneer hij dat nodig acht, kan de FOD Economie bij de aanvrager om bijkomende inlichtingen met betrekking tot de aanvraag tot erkenning vragen.

Art. 12. De erkenning wordt door de minister van Economie geweigerd wanneer de statuten, de werking of de activiteiten van de betrokken vennootschap niet in overeenstemming zijn met de erkenningsvoorwaarden die op haar van toepassing zijn.

Section 2. — Les conséquences du retrait d'un agrément sur le maintien de l'autre agrément

Art. 13. La société coopérative agréée visée aux articles 8:4 et 8:5 du code conserve, après le retrait de son agrément comme entreprise sociale, son agrément visé à l'article 8:4 du code lorsqu'elle continue à remplir les conditions fixées par la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole et par ses arrêtés d'exécution.

La société coopérative agréée visée aux articles 8:4 et 8:5 du code conserve, après le retrait de son agrément comme société coopérative agréée visé à l'article 8:4 du code, son agrément comme entreprise sociale lorsqu'elle continue à remplir les conditions d'agrément fixées à l'article 6.

CHAPITRE 5. — Dispositions communes

Art. 14. Tout agrément et tout retrait d'agrément font l'objet d'un arrêté ministériel, publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet du SPF Economie.

CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception du chapitre 2 qui entre en vigueur le 15 juillet 2019.

Art. 16. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Afdeling 2. — De gevolgen van de intrekking van een erkenning op het behoud van de andere erkenning

Art. 13. De erkende coöperatieve vennootschap bedoeld in artikelen 8:4 en 8:5 van het wetboek behoudt na intrekking van haar erkenning als sociale onderneming, haar erkenning als erkende coöperatieve vennootschap bedoeld in artikel 8:4 van het wetboek wanneer zij blijft voldoen aan de voorwaarden bepaald door de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming en haar uitvoeringsbesluiten.

De erkende coöperatieve vennootschap bedoeld in artikelen 8:4 en 8:5 van het wetboek behoudt na intrekking van haar erkenning als erkende coöperatieve vennootschap bedoeld in artikel 8:4 van het wetboek haar erkenning als sociale onderneming wanneer zij blijft voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 6.

HOOFDSTUK 5. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 14. Elke erkenning en elke intrekking van een erkenning maken het voorwerp uit van een ministerieel besluit, dat in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de FOD Economie wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van hoofdstuk 2, dat in werking treedt op 15 juli 2019.

Art. 16. De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Justitie, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Justitie,
K. GEENS

ANNEXE 1 : LISTE DES ACTIVITES AGRICOLES

0111	Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses
0112	Culture du riz
0113	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules
0114	Culture de la canne à sucre
0115	Culture du tabac
0116	Culture de plantes à fibres
0119	Autres cultures non permanentes
0121	Culture de la vigne
0122	Culture de fruits tropicaux et subtropicaux
0123	Culture d'agrumes
0124	Culture de fruits à pépins et à noyau
0125	Culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque
0126	Culture de fruits oléagineux
0127	Culture de plantes à boissons
0128	Culture de plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques
0129	Autres cultures permanentes
0130	Reproduction de plantes
0141	Élevage de vaches laitières
0142	Élevage d'autres bovins et de buffles
0143	Élevage de chevaux et d'autres équidés
0144	Élevage de chameaux et d'autres camélidés
0145	Élevage d'ovins et de caprins
0146	Élevage de porcins
0147	Élevage de volailles
0149	Élevage d'autres animaux
0150	Culture et élevage associés
0322	Aquaculture en eau douce

Vu pour être annexé à notre arrêté du 28 juin 2019 fixant les conditions d'agrément comme entreprise agricole et comme entreprise sociale.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Annexe 2.

DEMANDE D'AGREMENT COMME ENTREPRISE AGRICOLE

A compléter par la société

A adresser en un exemplaire à :

SPF Economie, PME, Classes Moyennes et Energie
Direction générale de la Réglementation économique
Service Droit Comptable - Audit - Coopératives
City Atrium C
Rue du Progrès, 50
1210 Bruxelles
Email : AUC@economie.fgov.be

1° Données de la société

Dénomination :	
Numéro d'entreprise :	
Siège :	
Téléphone :	
Email :	
Site internet (URL) :	

2° Personne de contact

Nom et prénom :	
Position au sein de la société :	

3° Affiliation éventuelle à un groupement

Dénomination du groupement :	
Numéro d'entreprise :	

4° Annexes

La demande d'agrément doit être accompagnée des documents suivants :

- Une preuve de la constitution de la société dans l'Etat dans lequel celle-ci a été constituée.
- Un exemplaire des statuts coordonnés de la société.
- S'il en existe un, un exemplaire du règlement d'ordre intérieur de la société.
- Le procès-verbal de la dernière assemblée générale de la société.

Fait à, le
(signature)

Vu pour être annexé à notre arrêté du 28 juin 2019 fixant les conditions d'agrément
comme entreprise agricole et comme entreprise sociale.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Annexe 3.

DEMANDE D'AGREMENT COMME ENTREPRISE SOCIALE

A compléter par la société coopérative

A adresser en un exemplaire à :

SPF Economie, PME, Classes Moyennes et Energie
 Direction générale de la Réglementation économique
 Service Droit Comptable - Audit - Coopératives
 City Atrium C
 Rue du Progrès, 50
 1210 Bruxelles
 Email : AUC@economie.fgov.be

1° Données de la société coopérative

Dénomination :	
Numéro d'entreprise :	
Siège :	
Téléphone :	
E-mail :	
Site internet (URL) :	

2° Personne de contact

Nom et prénom :	
Position au sein de la société :	

3° Affiliation éventuelle à un groupement

Dénomination du groupement :	
Numéro d'entreprise :	

4° Annexes

La demande d'agrément doit être accompagnée des documents suivants :

- Une preuve de la constitution de la société coopérative dans l'Etat dans lequel celle-ci a été constituée
- Un exemplaire des statuts coordonnés de la société coopérative.
- S'il en existe un, un exemplaire du règlement d'ordre intérieur de la société coopérative.
- Le procès-verbal de la dernière assemblée générale de la société coopérative.

Fait à, le
(signature)

Vu pour être annexé à notre arrêté du 28 juin 2019 fixant les conditions d'agrément
comme entreprise agricole et comme entreprise sociale.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Annexe 4.

**DEMANDE D'AGREMENT COMME SOCIETE COOPERATIVE ET COMME
ENTREPRISE SOCIALE**

A compléter par la société coopérative

A adresser en un exemplaire à :

SPF Economie, PME, Classes Moyennes et Energie
Direction générale de la Réglementation économique
Service Droit Comptable - Audit - Coopératives
City Atrium C
Rue du Progrès, 50
1210 Bruxelles
Email : AUC@economie.fgov.be

1° Données de la société coopérative

Dénomination :	
Numéro d'entreprise :	
Siège :	
Téléphone :	
E-mail :	
Site internet (URL) :	

2° Personne de contact

Nom et prénom :	
Position au sein de la société :	

3° Affiliation éventuelle à un groupement

Dénomination du groupement :	
Numéro d'entreprise :	

4° Annexes

La demande d'agrément doit être accompagnée des documents suivants :

- Une preuve de la constitution de la société coopérative dans l'Etat dans lequel celle-ci a été constituée.
- Un exemplaire des statuts coordonnés de la société coopérative.
- S'il en existe un, un exemplaire du règlement d'ordre intérieur de la société coopérative.

- Le procès-verbal de la dernière assemblée générale de la société coopérative.

Fait à, le
(signature)

Vu pour être annexé à notre arrêté du 28 juin 2019 fixant les conditions d'agrément
comme entreprise agricole et comme entreprise sociale.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

BIJLAGE 1. LIJST VAN LANDBOUWACTIVITEITEN

0111	Teelt van granen (m.u.v. rijst), peulgewassen en oliehoudende zaden
0112	Teelt van rijst
0113	Teelt van groenten, meloenen en wortel- en knolgewassen
0114	Teelt van suikerriet
0115	Teelt van tabak
0116	Teelt van vezelgewassen
0119	Teelt van andere eenjarige gewassen
0121	Teelt van druiven
0122	Teelt van tropisch en subtropisch fruit
0123	Teelt van citrusvruchten
0124	Teelt van pit- en steenvruchten
0125	Teelt van andere boomvruchten, kleinfruit en noten
0126	Teelt van oliehoudende vruchten
0127	Teelt van gewassen bestemd voor de vervaardiging van dranken
0128	Teelt van specerijgewassen en van aromatische en medicinale gewassen
0129	Teelt van andere meerjarige gewassen
0130	Plantenvermeerdering
0141	Fokken van melkvee
0142	Fokken van andere runderen en buffels
0143	Fokken van paarden en andere paardachtigen
0144	Fokken van kamelen en andere kameelachtigen
0145	Fokken van schapen en geiten
0146	Fokken van varkens
0147	Fokken van pluimvee
0149	Fokken van andere dieren
0150	Gemengd bedrijf
0322	Aquacultuur in zoet water

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 28 juni 2019 tot vaststelling van de voorwaarden van de erkenning als landbouwonderneming en als sociale onderneming.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Economie,

K. PEETERS

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Bijlage 2.

AANVRAAG TOT ERKENNING ALS LANDBOUWONDERNEMING

In te vullen door de vennootschap

Een exemplaar te richten aan:

FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie
Algemene Directie Economische Reglementering
Dienst Boekhoudrecht - Audit – Coöperaties
City Atrium C
Vooruitgangstraat 50
1210 Brussel
E-mail : AUC@economie.fgov.be

1° Gegevens van de vennootschap

Benaming:	
Ondernemingsnummer:	
Zetel:	
Telefoon:	
E-mail:	
Website (URL):	

2° Contactpersoon

Naam en voornaam:	
Positie binnen de onderneming:	

3° Eventuele aansluiting bij een groepering

Benaming van de groepering:	
Ondernemingsnummer:	

4° Bijlagen

Het aanvraagformulier moet vergezeld zijn van de volgende documenten:

- Een bewijs van de oprichting van de vennootschap in het land waar de vennootschap werd opgericht.
- Een exemplaar van de gecoördineerde statuten van de vennootschap.
- Indien de vennootschap een intern reglement heeft, een exemplaar ervan.
- De notulen van de laatste algemene vergadering van de vennootschap.

Opgemaakt te, op
(handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 28 juni 2019 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning als landbouwonderneming en als sociale onderneming.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

K. PEETERS

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Bijlage 3.

AANVRAAG TOT ERKENNING VAN EEN SOCIALE ONDERNEMING

In te vullen door de coöperatieve vennootschap

Een exemplaar te richten aan:

FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie
 Algemene Directie Economische Reglementering
 Dienst Boekhoudrecht - Audit – Coöperaties
 City Atrium C
 Vooruitgangstraat 50
 1210 Brussel
 E-mail : AUC@economie.fgov.be

1° Gegevens van de coöperatieve vennootschap

Benaming:	
Ondernemingsnummer:	
Zetel:	
Telefoon:	
E-mail:	
Website (URL):	

2° Contactpersoon

Naam en voornaam:	
Positie binnen de onderneming:	

3° Eventuele aansluiting bij een groepering

Benaming van de groepering:	
Ondernemingsnummer:	

4° Bijlagen

Het aanvraagformulier moet vergezeld zijn van de volgende documenten:

- Een bewijs van de oprichting van de vennootschap in het land waar de coöperatieve vennootschap werd opgericht.
- Een exemplaar van de gecoördineerde statuten van de coöperatieve vennootschap.
- Indien de coöperatieve vennootschap een intern reglement heeft, een exemplaar ervan.

- De notulen van de laatste algemene vergadering van de coöperatieve vennootschap.

Opgemaakt te, op
(handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 28 juni 2019 tot vaststelling van de voorwaarden van de erkenning als landbouwonderneming en als sociale onderneming.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

K. PEETERS

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Bijlage 4.

**AANVRAAG TOT ERKENNING VAN EEN COÖPERATIEVE
VENNOOTSCHAP EN VAN EEN SOCIALE ONDERNEMING**

In te vullen door de coöperatieve vennootschap

Een exemplaar te richten aan:

FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie
Algemene Directie Economische Reglementering
Dienst Boekhoudrecht - Audit – Coöperaties
City Atrium C
Vooruitgangstraat 50
1210 Brussel
E-mail : AUC@economie.fgov.be

1° Gegevens van de coöperatieve vennootschap

Benaming:	
Ondernemingsnummer:	
Zetel:	
Telefoon:	
E-mail:	
Website (URL):	

2° Contactpersoon

Naam en voornaam:	
Positie binnen de onderneming:	

3° Eventuele aansluiting bij een groepering

Benaming van de groepering:	
Ondernemingsnummer:	

4° Bijlagen

Het aanvraagformulier moet vergezeld zijn van de volgende documenten:

- Een bewijs van de oprichting van de vennootschap in het land waar de coöperatieve vennootschap werd opgericht.
- Een exemplaar van de gecoördineerde statuten van de coöperatieve vennootschap.

- Indien de coöperatieve vennootschap een intern reglement heeft, een exemplaar ervan.
- De notulen van de laatste algemene vergadering van de coöperatieve vennootschap.

Opgemaakt te, op
(handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 28 juni 2019 tot vaststelling van de voorwaarden van de erkenning als landbouwonderneming en als sociale onderneming.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

K. PEETERS

De Minister van Justitie,

K. GEENS